

Schengen / Dublin

Prise de position de la young european swiss

*La **young european swiss I yes** soutient de toutes ses forces la participation de la Suisse aux accords de Schengen / Dublin. L'association de la Suisse à l'espace européen sans frontières intérieures présente des avantages économiques et pratiques indéniables, de même que sa participation à la politique européenne commune d'asile dans le cadre du système de Dublin. La résistance de certains milieux de droite à l'adaptation du droit suisse des armes à feu aux règles communes de l'accord de Schengen et la menace d'un référendum qui en découle sont un jeu au résultat très incertain. La **yes** combattrait donc un tel référendum avec détermination.*

Des avantages indéniables pour les voyages et le secteur du tourisme

Un éventuel retrait de la Suisse de l'espace Schengen aurait des conséquences dévastatrices pour le tourisme suisse. Alors qu'il est aujourd'hui possible pour les voyageurs ressortissants d'un pays non membre de l'UE/AELE de voyager à travers toute l'Europe continentale avec un seul visa, ces personnes auraient besoin d'un visa séparé pour la Suisse, si celle-ci quittait Schengen. Un tel désavantage concurrentiel serait d'autant plus grave pour l'industrie touristique locale qu'il affecterait certains des principaux marchés actuels de la Suisse: la Chine, l'Inde et le monde arabe. Pour les visiteurs de ces pays, la charge administrative d'un séjour en Suisse augmenterait fortement, ce qui signifierait que de nombreuses personnes renonceraient à visiter la Suisse dans le cadre d'un voyage à travers l'Europe.

Pour les voyages quotidiens, la sortie de Schengen aurait des conséquences encore plus graves, que chacun d'entre nous sentirait dans la vie de tous les jours. Si la Suisse se retirait de Schengen, la frontière avec les pays voisins deviendrait, de leur point de vue, une frontière extérieure Schengen, ce qui signifierait qu'elle serait soumise à un contrôle systématique conformément au code frontières Schengen¹. Aujourd'hui, plus de 2 millions de voyageurs traversent chaque jour la frontière suisse. L'enregistrement systématique de ces voyageurs à l'entrée et à la sortie ne serait possible qu'avec un effort considérable en termes de logistique et de personnel, et ce à un coût élevé. Il est fort douteux que les Etats voisins soient prêts à fournir ces ressources financières supplémentaires massives en cas de retrait de la Suisse. Actuellement, les priorités dans le domaine de la sécurité aux frontières de l'espace Schengen se situent clairement aux frontières sud et est.

¹ Le cas particulier de la frontière avec le Liechtenstein est négligé pour des raisons de simplification.

Il en résulterait de longs temps d'attente à la frontière suisse, en particulier lorsqu'on quitte la Suisse pour l'espace Schengen. De longs embouteillages se formeraient aux points de passage frontaliers, qui s'étendraient loin à l'intérieur de la Suisse et entraveraient gravement la circulation dans les villes le long de la frontière. Les services de transports publics transfrontaliers par autobus et chemin de fer seraient en fait impossibles. Le temps d'arrêt au poste frontière ne serait économiquement plus supportable pour les opérateurs concernés. Il faudrait donc à nouveau changer de train ou de bus à la frontière. Les cantons frontaliers de Bâle, Genève et Tessin, où de gros efforts pour améliorer les services de transports publics transfrontaliers ont été faits ces dernières années et où d'autres projets sont en cours de mise en œuvre ou prévus dans les années à venir, seraient particulièrement touchés. Les fruits de gros investissements de plusieurs centaines de millions de francs financés par l'argent des contribuables seraient remis en question du jour au lendemain si la Suisse se retirait de l'espace Schengen.

Enfin, le retrait de la Suisse de Schengen aurait de graves conséquences pour les ressortissants de pays non membres de l'UE/AELE vivant en Suisse. Grâce à l'appartenance de la Suisse à l'espace Schengen, ils peuvent aujourd'hui y voyager librement jusqu'à 90 jours avec leur permis de séjour suisse. Les courts séjours dans les pays voisins ne sont pas compliqués et sont possibles sans procédures administratives préalables. Si la Suisse devait quitter l'espace Schengen, ces concitoyens devraient éventuellement demander un visa Schengen pour chaque voyage transfrontalier. Vice-versa, il en va de même pour les ressortissants de pays extérieurs à l'UE/AELE qui résident dans d'autres Etats Schengen. Dans le système actuel, ils peuvent faire des vacances ou de courts séjours en Suisse sans visa. La sortie de Schengen rendrait cela également impossible, ce qui ferait perdre encore davantage d'attractivité à la Suisse sur le plan touristique.

Des pertes économiques majeures

Outre les pertes économiques susmentionnées dans le secteur du tourisme en raison d'une obligation de visa distincte, l'attrait mondial de la Suisse en tant que site économique serait également affecté. Les entreprises internationales basées en Suisse bénéficient actuellement du fait que leurs employés peuvent circuler sans visa dans l'espace Schengen, même s'ils ne sont pas titulaires d'un passeport UE/AELE. Les voyages d'affaires chez les clients et les entreprises partenaires peuvent s'effectuer de manière spontanée et non bureaucratique. Il est tout aussi facile pour les entreprises suisses de recevoir des partenaires commerciaux d'autres pays Schengen et leurs employés en Suisse. L'attrait de la Suisse en tant que site de conférences internationales s'en trouverait également diminué. Outre les conséquences économiques directes pour les entreprises concernées, de nombreux emplois dans les secteurs en aval seraient touchés. A l'heure où la Suisse doit démontrer quotidiennement sa compétitivité économique, un retrait de l'espace Schengen serait un coup dur.

Des avantages dans les domaines de la sécurité intérieure et de l'asile

De plus, Schengen offre de nombreux autres avantages pour le travail de police et l'asile. Grâce au Système d'information Schengen (SIS), toutes les forces de police suisses ont accès à toutes les données relatives aux personnes recherchées dans toute l'Europe. De même, les personnes recherchées en Suisse peuvent faire l'objet d'une recherche internationale. Le SIS permet une coopération profonde entre les forces de police à travers toute l'Europe. Des négociations bilatérales avec chacun des Etats Schengen ne permettraient pas d'obtenir un système équivalent pour assurer notre sécurité.

La Suisse bénéficie également largement des dispositions du système de Dublin dans le domaine de l'asile: grâce à cette association, la Suisse a pu éviter de devenir le seul deuxième port d'escale pour les demandeurs d'asile sur le continent européen. Elle peut également transférer des demandeurs d'asile qui ont déjà introduit une demande dans un autre Etat partie du système de Dublin vers ce dernier. Enfin, la participation au système de Dublin offre la possibilité d'utiliser les vols de retour communs des pays partenaires et de bénéficier d'accords de retour communs avec les pays d'origine des demandeurs d'asile. Globalement, grâce à son association à Schengen / Dublin, la Suisse économise beaucoup d'argent dans le système d'asile, les ressources disponibles pouvant être utilisées de manière beaucoup plus efficace et ciblée que si la Suisse n'agissait pas en coordination avec ses Etats voisins.

Si l'on considère tous les avantages susmentionnés, la mise en danger de l'appartenance de la Suisse à Schengen / Dublin est un petit jeu à haut risque. Aux yeux de la yes, l'amélioration de la sécurité grâce à des frontières contrôlées sans faille, revendiquée par certains représentants de la frange droite de l'échiquier politique, est une chimère. En raison de sa longueur et de sa géographie, la frontière suisse ne peut être contrôlée complètement et systématiquement, à moins qu'un mur ou une clôture n'y soit érigé. Les conséquences d'une telle variante seraient graves, en particulier là où la frontière traverse des agglomérations. Même avant l'entrée de la Suisse dans l'espace Schengen, la frontière n'était contrôlée que de manière aléatoire. Entretemps toutefois, le code frontières Schengen a été renforcé de sorte que la situation après une sortie hypothétique de Schengen ne serait plus comparable à celle d'avant 2008. La coopération avec les Etats voisins dans le cadre d'un mécanisme fondé sur un traité est donc la meilleure solution pour garantir la sécurité et la compétitivité économique de la Suisse. La yes combattra avec détermination toutes les tentatives ayant pour but de remettre en question la situation actuelle.